

Le projet met en colère les directeurs d'hôpital

Un projet de réforme de l'École des hautes études de santé publique (EHESP), à Rennes, suscite la colère des élèves et des syndicats de directeurs d'hôpital. Non à la transformation en une « business school », disent-ils.

ANTOINE Flahault, le directeur de l'EHESP, ne s'attendait peut-être pas à un tel tollé. Le projet qu'il vient de présenter aux élèves directeurs d'hôpital, et au conseil des formations, n'a pourtant pas remporté un franc succès.

Sa réforme dérange pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'elle met fin au statut particulier dont bénéficiaient jusqu'à présent les élèves directeurs, des fonctionnaires stagiaires recrutés sur concours et titularisés en fin de cursus. Dorénavant, l'EHESP dispensera des diplômes. Une partie de l'enseignement sera délivrée par l'ESSEC (grande école de commerce) dans le cadre d'un partenariat. La formation pourrait être ouverte à des étudiants n'ayant pas passé le concours, ainsi qu'à des dirigeants de clinique privée. *« La Générale de santé a été évoquée par le directeur de l'école comme future cliente de l'EHESP »*, s'étrangle le syndicat CH-FO.

De futurs directeurs d'hôpitaux et de cliniques côte à côte sur les bancs de l'école, c'est tout simplement impensable pour cette élève de l'EHESP, déléguée de la promotion Marie Curie 2009-2011 : *« Si on avait voulu faire l'ESSEC, on l'aurait fait. On ne veut pas que l'hôpital devienne une entreprise. On ne veut pas que des directeurs de Générale de santé puissent prendre nos postes de directeurs d'hôpital. Si on est élève à l'EHESP, c'est parce qu'on a une certaine idée du service public »*.

Goutte d'eau.

La banalisation de leur métier - *« la fragilisation »*, disent-ils - n'est pas du goût des directeurs d'hôpital. Leurs syndicats sont aussitôt montés au créneau pour dénoncer le projet. *« Derrière ce débat, c'est la conception du service public qui est en question »*, estime ainsi le SYNCASS-CFDT. Certains directeurs d'hôpital ont déjà le sentiment d'un jeu de dupes avec la loi Bachelot, considérant qu'ils n'ont pas obtenu les larges prérogatives que leur avait fait miroiter Nicolas Sarkozy lorsqu'il parlait du directeur comme pilote unique à l'hôpital public. Cette refonte universitaire, c'est un peu la goutte d'eau de trop.

« À ce stade, rien n'est fait. Un conseil d'administration doit se tenir en juillet pour valider la réforme, reprend la déléguée de la promotion Marie Curie. Nous espérons que notre mobilisation mettra un coup d'arrêt au projet, sinon le recrutement des directeurs d'hôpital s'en trouvera bouleversé dans les années à venir ». Antoine Flahault, lorsqu'il a rencontré les élèves directeurs pour leur présenter son projet, a plaidé pour un secteur public ouvert, acceptant la confrontation avec le privé. En creux, certains y ont vu une attaque en règle contre les défaillances de certains gestionnaires en poste. *« D'accord pour utiliser l'argent public au mieux, mais l'hôpital n'est pas là pour faire de l'argent, réplique l'élève déléguée. L'institut du management, au sein de l'EHESP, nous enseigne déjà comment maîtriser les dépenses. Notre école est réactive, elle s'est adaptée à la nouvelle gouvernance hospitalière, à la tarification à l'activité. C'est un énorme raccourci, et même une caricature, de*

tenir la formation des directeurs pour responsable des déficits hospitaliers. La tarification à l'activité n'a pas porté tous ses fruits à ce stade. L'hôpital a des déficits structurels car il n'a pas les mêmes missions que les cliniques ».

> DELPHINE CHARDON

Le Quotidien du Médecin du : 27/04/2010

